

EXPRESS MOB

Maintenir la pression

Notre réseau public de services de garde éducatifs est actuellement écorché par des attaques gouvernementales. Nous devons cependant garder le cap sur l'amélioration de nos conditions de travail et la reconnaissance de nos heures travaillées. Notre négociation doit aboutir à une conclusion satisfaisante et nos actions doivent démontrer notre volonté d'y parvenir bientôt.

Une journée de grève et des visites aux députés

La journée de grève, déclenchée par la FIPEQ-CSQ le 1^{er} décembre dernier, a donné l'opportunité à chaque ADIM d'organiser des actions dans leur région et d'inciter les RSG membres à y participer.



Des délégations de RSG ont ainsi profité de cette journée de grève pour rendre visite à des députés. L'objectif de ces visites était de les sensibiliser davantage à la réalité des services de garde en milieu familial et de leur rappeler nos principales revendications. Ces actions ne sont pas passées inaperçues et de nombreux médias les ont rapportées.

Refusons l'austérité !

Comme des milliers de personnes de partout au Québec, responsables d'un service de garde et parents utilisateurs des services ont participé aux manifestations contre l'austérité qui se sont tenues simultanément à Montréal et à Québec, le samedi 29 novembre dernier.



Les mesures gouvernementales annoncées sont particulièrement inquiétantes pour la classe moyenne et les familles qui ont de jeunes enfants. Plutôt que d'assurer l'accès aux services éducatifs à tous les enfants du Québec, le gouvernement préfère instaurer un climat de suspicion et de délation en effrayant la population avec des soi-disant « enfants fantômes » qui dilapideraient les fonds publics. De plus, il veut mettre en place une modulation des tarifs qui rend les garderies privées non subventionnées de plus en plus attrayantes aux dépens des places dans nos services. En abandonnant le concept d'universalité des services de garde, le gouvernement nie aussi que l'apport éducatif offert par nos services de garde est un bienfait qui devrait être accessible à tous les enfants. Parents et responsables d'un service de garde, nous avons tout intérêt à faire entendre notre voix et à interpeller le gouvernement. Des lettres et des visites aux députés sont de bons moyens pour le faire.

Des actions à entreprendre

Nous sollicitons votre participation pour :

- envoyer par télécopieur ou par courriel, la lettre à votre député et inviter les parents à le faire aussi ;
- envoyer chaque jour la lettre d'invitation à visiter un service de garde en milieu familial par télécopieur à :
 - Philippe Couillard, premier ministre, au 418 643-3924 ou 514 873-1763 (ou par courriel au <https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/premier-ministre/joindre-pm/courriel/index.asp>) ;
 - Martin Coiteux, président du Conseil du trésor, au 418 643-7824 (ou par courriel au cabinet@sct.gouv.qc.ca) ;
 - Francine Charbonneau, ministre de la Famille, au 418 643-2640 ou au 514 873-9395 (ou par courriel à ministre.famille@mfa.gouv.qc.ca) ;
- envoyer **le jeudi à midi** l'avis de début des heures de bénévolat aux mêmes adresses que ci-dessus ;
- porter le « T-shirt » ou le macaron « 50 h travaillées » tous les jours durant toute la période de négociation.

Le Comité d'action et de mobilisation en appui à la négociation FIPEQ-CSQ

Annie Broekaert, ADIM Laurentides

Nathalie Coutu, ADIM Estrie

Sylvie Dahou, ADIM Suroît

Carole Demers, ADIM Montréal

Valérie Grenon, FIPEQ

Julie St-Arnaud, ADIM Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau